



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°27– Du 28 juillet au 24 août 2023

En bref

Afghanistan : Le 15 août a marqué les deux ans de l'arrivée des Talibans au pouvoir. Les échanges commerciaux entre l'Iran et l'Afghanistan enregistrent un montant d'un demi-million de dollars lors des quatre premiers mois de l'année solaire.

Bangladesh : Le Sri Lanka rembourse 50 M USD, dans le cadre d'un accord de swap de devises de 2021. Le déficit courant a atteint 3,3 Mds USD en 2022-23, en très nette baisse sur un an. Le compte financier en territoire négatif. Inaugurations de plusieurs infrastructures prévues avant les élections générales. Louis Dreyfus s'implante au Bangladesh. Une mission FMI à l'automne pour la première revue sur la base de la situation à la fin juin.

Bhoutan : État des lieux de la situation des finances publiques. Les cinq dernières années ont été marquées par un ralentissement de la croissance économique moyenne au Bhoutan. Nette dégradation des réserves de change du pays.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Forte dérive des prix à la consommation en juillet, l'IPC s'inscrivant à 7,4% en g.a. *Politique commerciale* : Droit d'exportation de 40% imposé sur les oignons pour stabiliser les prix. Les échanges de biens et services dépassent les 800 Mds USD. Nette contraction des exportations de biens en juillet, à 32,25 Mds USD. Nette diminution en volume des importations de pétrole russe en juillet. *Politique monétaire* : La RBI annonce une mesure temporaire d'augmentation du taux des réserves obligatoires sur les dépôts pour maîtriser la liquidité excédentaire.

Maldives : La Banque centrale maldivienne (MMA) et le PNUD signent un accord pour le développement du secteur assurantiel aux Maldives. Les prêts approuvés par la SME Development Finance Corporation atteignent 1,7 Md MVR (111 MUSD). La Maldives Transport and Contracting Company remporte cinq projets d'infrastructures pour 29,3 MUSD.

Népal : Dans son dernier rapport macroéconomique, la Nepal Rastra Bank (NRB) met en évidence une reprise économique progressive. Un accord sur la transmission de l'électricité a été trouvé entre le Bangladesh, l'Inde et le Népal. La 10^{ème} réunion d'examen de la ligne de crédit (LOC) Inde-Népal s'est tenue à Katmandou.

Pakistan : Composition du gouvernement intérimaire. Priorités du gouvernement de transition sur le plan économique. Baisse des réserves de change brutes de la Banque centrale en août. Dégradation du compte courant en juillet qui enregistre un déficit de 809 M USD. Echanges commerciaux – baisse des exportations pakistanaises en juillet de 8% en g.a. Baisse des exportations vers l'UE au cours de

l'exercice budgétaire 2022-2023. L'indice des prix à la consommation enregistre une légère baisse en juillet (28,31% en g.a.). Dégradation du taux de change de la roupie pakistanaise par rapport au dollar.

Sri Lanka : Livraison par Colombo Dockyard du navire câblé Sophie Germain à Orange Marine. Visite du Président français Emmanuel Macron à Sri Lanka. Assouplissement significatif des restrictions aux importations. La Banque centrale juge la contribution des banques à la transmission de la politique monétaire encore insuffisante. Projet d'investissement de 152 MUSD dans les ENR. Malgré des recettes publiques insuffisantes, Sri Lanka dégage un excédent primaire au S1 2023.

Afghanistan

Le 15 août a marqué les deux ans de l'arrivée des Talibans au pouvoir

Deux ans après la prise de contrôle de Kaboul, l'Afghanistan est le théâtre d'une profonde crise économique, sociale et humanitaire, près de la totalité des Afghans vivant dans la pauvreté, selon les Nations unies. Le bilan, désastreux à bien des égards, de l'administration talibane est marqué par un durcissement généralisé des politiques, notamment en matière de droit des femmes.

La communauté internationale, qui ne reconnaît pas le groupe fondamentaliste, a déployé des sanctions économiques, telles que l'arrêt quasi complet de l'aide internationale, qui représentait auparavant 40% du PIB de l'Afghanistan et 80% du budget de l'État, afin d'exercer une pression sur le régime. En effet, celui-ci a graduellement supprimé les droits des femmes au cours de ces deux dernières années. Par ailleurs, les Nations unies, qui disposent encore de locaux sur place, ont menacé de quitter le territoire si le retour au travail des femmes-employées n'était pas obtenu.

Dans le domaine économique, afin de compenser la suppression de l'aide humanitaire, le gouvernement Taliban a cherché à augmenter les exportations, notamment de charbon, qui sont passées de 1,2 à près de 2 Mds USD entre 2019 et 2022, et ce, en maintenant et stimulant les échanges commerciaux avec les pays limitrophes tels que l'Iran, le Pakistan, et l'Ouzbékistan mais également avec les pays n'ayant pas rompu leurs relations économiques, comme la Chine et la Russie qui envisagent par ailleurs d'investir sur le territoire afghan.

Par ailleurs, même si le PIB demeure difficile à mesurer, celui-ci aurait reculé d'environ 20% à la suite du coup d'État du 15 août 2021, selon les estimations. A ce jour, sur une population estimée à 40 millions d'habitants, la quasi-totalité vit aujourd'hui dans la pauvreté, 30 millions nécessitant une aide humanitaire d'urgence, et 15 millions souffriraient

d'insécurité alimentaire. Cette situation d'extrême précarité a été exacerbée par la crise de liquidité, en lien avec les sanctions financières américaines. En effet, les avoirs en devises de la Banque centrale afghane, désormais privée de toute marge de manœuvre, d'un montant de quelque 7 Mds USD, demeurent toujours gelés, la moitié étant placée dans un fonds fiduciaire suisse « Afghan Fund », produisant des millions de dollars d'intérêts et dont les transferts progressifs à la Banque centrale, censés œuvrer à la stabilité de l'économie afghane demeurent inexistantes à ce jour. Le reliquat des fonds est conservé par le gouvernement américain en vue d'indemniser les familles des victimes du 11 septembre qui ont initié un recours juridictionnel contre les Talibans. Toutefois, les premières victimes de cette décision prise sous l'administration Biden, jugée controversée par la communauté internationale, restent la population afghane.

Les échanges commerciaux entre l'Iran et l'Afghanistan enregistrent un montant d'un demi-million de dollars lors des quatre premiers mois de l'année solaire

Au cours des quatre premiers mois de l'année solaire en cours (période allant de mi-mars à mi-juillet), le montant des échanges de l'Afghanistan avec l'Iran s'élève à 512 M USD, les exportations afghanes ne représentant que 6 M USD. L'administration talibane souligne la nécessité d'améliorer les installations aux postes frontières entre l'Afghanistan et l'Iran afin de favoriser les exportations afghanes. La Chambre de commerce et d'investissement Afghanistan-Iran souligne le potentiel de l'Iran en tant que débouché des exportations afghanes, en particulier s'agissant des denrées naturelles telles que le coton et les minéraux. À long terme, les deux pays ambitionnent de porter à 10 Mds USD la valeur annuelle des échanges commerciaux.

Bangladesh

Le Sri Lanka rembourse 50 M USD, dans le cadre d'un accord de swap de devises de 2021

Le 25 mai 2021, la Bangladesh Bank avait conclu un accord de swap de devises avec la Central Bank of Sri Lanka, portant sur 200 M USD. A l'époque, les réserves de change du Bangladesh atteignaient 44 Mds USD (30 Mds aujourd'hui à périmètre constant).

Bien que l'accord prévoie un remboursement en neuf mois, ce délai a été différé à trois reprises jusqu'en septembre 2023. Le premier remboursement de 50 M USD a été effectué le 17 août, les deux autres tranches devant l'être d'ici fin 2023 (100 M USD le 30 août et 50 M USD en septembre). Le taux d'intérêt est LIBOR + 1,5%.

Le déficit courant a atteint 3,3 Mds USD en 2022-23, en très nette baisse sur un an. Le compte financier en territoire négatif

Le déficit commercial s'est élevé à 17,2 Mds USD sur l'année fiscale 2022-23, achevée fin juin dernier, très nettement en retrait par rapport à 2021-22 où il se montait à 33,3 Mds USD en raison d'importations en hausse consécutivement à la dérive des prix dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la dépréciation du taka. Depuis août 2022, le Bangladesh a imposé des restrictions sur les importations qui ont contribué à faire baisser la facture de 16% à 69,5 Mds USD.

En conséquence, le déficit du compte courant a été ramené à 3,3 Mds USD, contre plus de 18,6 Mds USD un an auparavant. En revanche, le compte financier passe d'un surplus de 15,5 Mds USD en 2021-22 à un déficit de 2,1 Mds USD en 2022-23.

Le compte financier devient déficitaire à -1,2Md USD contre 8,7Mds USD il y a un an en raison de la baisse des *Autres Investissements*, notamment les crédits commerciaux dont le flux a été négatif sur les sept premiers mois de 2022-23.

Cette situation s'explique essentiellement par un écart croissant entre la facture des marchandises exportées d'après les douanes (données Export

promotion Bureau pour 2022-23 : 55,6 Mds USD) et le règlement des factures par le système bancaire (données Bangladesh Bank pour 2022-23 : 43,5 Mds USD). Le niveau des exportations non réglées via le système bancaire atteint ainsi 12 Mds USD sur un an, à un niveau particulièrement élevé que le décalage usuel ou d'éventuels rabais ne peuvent seuls expliquer. Cet écart anormal est imputable à des comportements de termaillage pour profiter de taux de change plus intéressants, de règlements en dehors du système bancaire ou encore, des paiements différés, notamment des acheteurs de prêt-à-porter qui font face à la baisse de la consommation en Europe et aux Etats-Unis.

Inaugurations de plusieurs infrastructures prévues avant les élections générales

Le Bangladesh prévoit d'inaugurer une série d'infrastructures d'ici la fin de l'année et la tenue de nouvelles élections générales.

Le 2 septembre, la *Dhaka Elevated Expressway* ouvrira sur un premier tronçon entre l'aéroport international et le quartier de Farmgate. Lancés en octobre 2018, les travaux de cette autoroute de 46,73 km permettront de connecter l'aéroport au nord à la voie rapide Dacca-Chittagong au sud en seulement vingt minutes (contre parfois plusieurs heures aujourd'hui). Les travaux sont mis en œuvre par le groupement Italian Thai Development Public Company Limited (ITDPCL, Thaïlande) dans le cadre d'un partenariat public-privé prévoyant une concession de 25 ans pour amortir le coût de l'infrastructure (750M EUR) et de la maintenance. Ce projet a bénéficié de financements de l'EXIM Bank of China et de l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), tandis que deux entreprises chinoises se partagent 49% des parts du consortium.

Le 7 octobre, le troisième terminal de l'aéroport international de Dacca sera partiellement ouvert. L'ouverture totale aura lieu fin 2024. Ce projet d'expansion portera la capacité annuelle à 20 millions de passagers et 500 000 tonnes de fret, contre 8 millions de passagers et 200 000 tonnes actuellement. Il dispose d'une enveloppe totale de 2,5 milliards d'euros financée en grande

partie par la JICA. La modernisation du système de gestion du trafic aérien est, quant à elle, réalisée par Thales.

Le 20 octobre, la Première ministre officialisera l'extension de la ligne de métro de Dacca entre Agargaon et Motijheel. Alors que l'opérateur Dhaka Mass Transit Company Limited exploite partiellement le tronçon entre Uttara et Agargaon depuis fin 2022, la ligne sera finalisée et comportera ainsi 16 stations sur 20 km. La JICA a financé une partie de ce projet, dont le coût total est estimé à 2,5 Mds EUR. Le lancement des travaux pour la branche de la ligne 5 du métro sera de son côté inauguré le 16 septembre.

Enfin, le 28 octobre, le tunnel Bangabandhu sera inauguré à Chittagong, deuxième ville du pays. L'excavation pour la construction du tunnel sous le fleuve Karnaphuli a débuté en février 2019. Sur un coût total de 84,45 Mds Tk (890M EUR), l'Exim Bank of China en a financé 48 Mds Tk. Ce projet améliorera la liaison entre la ville et l'aéroport et permettra de réduire la congestion des deux ponts existants. China Communication Construction Company Ltd assure les travaux.

Louis Dreyfus s'implante au Bangladesh

Le groupe français Louis-Dreyfus, aujourd'hui basé à Amsterdam, a annoncé s'implanter au Bangladesh via une filiale nouvellement créée Louis Dreyfus Company Bangladesh Pte Ltd. Il cherche à renforcer son volet céréales et oléagineux tandis qu'il est l'un des leaders pour l'importation de coton, un marché de 4 Mds USD en 2021-22 qui fournit en matières premières l'industrie textile.

Une mission FMI à l'automne pour la première revue sur la base de la situation à la fin juin

La première revue du programme FMI reposera sur l'atteinte de deux critères de réalisation quantitatifs, en tenant compte de huit repères structurels (réforme des politiques publiques) et de quatre objectifs indicatifs. Cette première revue sera effectuée à l'automne 2023 (fin septembre ou début octobre) pour un décaissement de 352 M DTS (475 M USD).

Au 30 juin, les réserves de change nettes (BPM6) atteignaient 20,22 Mds USD, en deçà du critère

de réalisation fixé à 24,46 Mds USD. Comme indiqué par le FMI : « Si un critère de réalisation quantitatif n'est pas observé, le Conseil d'administration peut approuver une dérogation officielle, pour autant qu'il soit convaincu que le programme sera correctement mis en œuvre ». En revanche, le Bangladesh a atteint le deuxième critère qui reposait sur le solde primaire.

Un des quatre objectifs indicatifs n'a pas été atteint et portait sur les recettes fiscales. La collecte fiscale a en effet été moins bonne qu'attendu (96% de la cible). Elle est estimée pour 2022-23 à 3300 Mds Tk contre un plancher de 3450 Mds Tk dans le programme FMI. Les autres objectifs (dépenses sociales, investissements par le gouvernement dans le cadre du programme annuel de développement, etc.) ont de leur côté été atteints.

Le gouvernement a par ailleurs mené la plupart des réformes requises, telles que la mise en œuvre d'un corridor pour les taux d'intérêt des banques, l'utilisation de la norme BPM6 pour calculer les réserves, l'augmentation de 0,5% des recettes fiscales dans le budget 2023-24 ou encore la soumission au Parlement d'un amendement sur la gouvernance du secteur bancaire. L'adoption d'un taux de change flottant déterminé par le marché est partielle, puisqu'elle repose sur les taux recommandés par la Bangladesh Foreign Exchange Dealers' Association.

Bouthan

État des lieux de la situation des finances publiques

Selon le rapport fiscal pour l'exercice budgétaire 2023/24, la dette publique totale du Bhoutan s'élève, au terme du mois de mars 2023, à 3,2 Mds USD (267 Mds NU) soit 132,1% du produit intérieur brut, dont 119% est imputable à la dette extérieure, constituée à 70% de la dette sur l'hydroélectricité et 13,1% de la dette domestique, par conséquent au-delà du seuil exigé par la politique de la dette publique qui impose que l'encours total de la dette hors hydroélectricité n'excède pas 35 % du PIB. Le

financement de l'économie bhoutanaise, notamment des projets d'hydroélectricité, s'effectue majoritairement par l'extérieur via les partenaires de développement.

Selon les projections émises au sein du rapport, la dette publique gonflerait lors de l'exercice en cours pour atteindre un niveau équivalent à 134% du PIB.

Les cinq dernières années ont été marquées par un ralentissement de la croissance économique moyenne au Bhoutan

Selon une analyse du journal bhoutanais Kuensel, au cours des cinq dernières années (2018-2022), la croissance moyenne du PIB du Bhoutan ne progresse plus qu'à un rythme moyen de 1,5%. Il s'agit d'un ralentissement significatif en comparaison des périodes précédentes. En effet, entre 2000-2010 et 2013-2017, le pays a connu une croissance moyenne respective de 8,7% et 5,5%, alimentée par un rythme soutenu de la construction de projets hydroélectriques. Le ralentissement de ce secteur, conjugué à la faiblesse de l'industrie et les multiples chocs externes tels que la crise de la pandémie, ont simultanément contribué au ralentissement de l'économie depuis 2016.

En revanche, la période postpandémie est un point aberrant, l'économie enregistrant un rebond positif en 2021, avec une croissance du PIB atteignant 4 %. Celle-ci est majoritairement tirée par la croissance du secteur tertiaire, qui englobe la santé, l'éducation, les transports, les communications, le commerce de gros et de détail, devenu le plus gros contributeur au PIB, à rebours du secteur secondaire (construction, fabrication, exploitation minière) qui a vu sa part dans le PIB diminuer.

Le Bhoutan vise à doubler son PIB, d'un montant en 2021 de 2,54 Mds USD, pour atteindre 5 Mds USD d'ici 2029 et 10 Mds USD d'ici 2034. Pour atteindre cet objectif, il faudrait un taux de croissance annuel de 11,7 %, ce qui représente un défi de taille compte tenu du taux de croissance actuel du pays. Le ministère des Finances a prévu une croissance économique de 4,2 % pour l'année en cours et de 5,2 % pour l'année suivante.

Nette dégradation des réserves de change du pays

Les réserves de devises étrangères du Bhoutan sont tombées en dessous du seuil requis pour couvrir une année d'importations essentielles en période normale. Le montant des réserves s'élève à 507,7 M USD au mois de mai, soit une baisse de 34% en comparaison des 778 M USD la même période l'année précédente.

La détérioration des réserves de change s'explique principalement par des décisions d'investissement « stratégiques » dans le minage des crypto-monnaies, afin d'accélérer la numérisation de la société et de s'imposer comme un centre de minage de référence dans la région. De surcroît, outre la hausse des factures d'importation liées à la conjoncture mondiale, le pays a subi d'importantes dépenses en équipements technologiques, entraînant une détérioration notable du stock de réserves.

Afin d'endiguer ce processus, le gouvernement, via l'autorité monétaire, a demandé la suspension des prêts finançant la construction de logements commerciaux et d'hôtels et envisage d'interdire l'importation de produits non essentiels. Par ailleurs, le moratoire sur les importations de véhicules, qui devait initialement prendre fin le 18 août, sera prolongé jusqu'au terme de l'année 2023.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Forte dérive des prix à la consommation en juillet, l'IPC s'inscrivant à 7,4% en g.a.

La hausse des prix à la consommation s'est inscrite à 7,4% en juillet 2023, contre 4,8% en juin, soit le niveau le plus élevé en 15 mois, en raison de la flambée des prix des denrées alimentaires et des légumes, dépassant ainsi pour la première fois en cinq mois la limite supérieure de tolérance de 6% fixée par la Banque de réserve de l'Inde. L'indice des prix des denrées alimentaires à la consommation (IPC-DA) a également atteint

11,5%, le niveau le plus élevé depuis octobre 2020, avec une envolée des prix des légumes de 37,3%. L'inflation pour les produits alimentaires et les boissons a grimpé à 10,6 %, tandis que les taux d'inflation en milieu rural et urbain ont atteint respectivement 7,6% et 7,2%. Cette hausse a été attribuée aux moussons irrégulières, entraînant une augmentation des prix des légumes et contribuant à la dérive de l'indice global. La Banque de réserve de l'Inde (RBI) a revu à la hausse ses projections d'inflation (de 5,1% à 5,4%) et a exprimé des préoccupations quant à l'alignement de l'inflation sur son objectif de 4,0%. Pour autant, bien que certaines grandes banques envisagent l'éventualité d'un dernier relèvement en octobre ou en décembre 2023, il est peu probable, sur la base des informations actuelles dont la RBI dispose, qu'elle procède à une nouvelle hausse de ses taux directeurs. En effet, la Banque centrale considère à ce stade que le choc sur les prix alimentaires est de nature transitoire et ne devrait donc pas avoir d'impact sur l'inflation effective, dans la mesure où l'inflation sous-jacente (corrigée des composantes volatiles que sont les prix du pétrole et des produits alimentaires) demeure stable à 5%.

Politique commerciale

Droit d'exportation de 40% imposé sur les oignons pour stabiliser les prix

Le gouvernement indien a pris une mesure radicale pour réguler les exportations d'oignons en imposant un droit de 40% sur les expéditions d'oignons jusqu'au 31 décembre. Cette initiative vise à stabiliser les prix intérieurs des oignons en réduisant l'offre disponible pour les marchés étrangers. En imposant ce droit d'exportation, le gouvernement espère endiguer les hausses de prix internes, ce qui constitue un sujet de préoccupation récurrent en Inde. Les oignons sont un aliment de base essentiel dans le pays et les fluctuations de prix peuvent avoir un impact significatif sur le budget des ménages.

En limitant les exportations, le gouvernement tente de maintenir une offre suffisante pour

répondre à la demande locale et ainsi contenir la dérive des prix.

Les échanges de biens et services dépassent les 800 Mds USD

Au cours des six premiers mois de 2023, les échanges de biens et services de l'Inde avec le reste du monde ont dépassé le seuil des 800 Mds USD. Selon une analyse détaillée du Global Trade Review India (GTRI), les exportations ont connu une croissance de 1,5% pour atteindre 385,4 Mds USD entre janvier et juin de cette année, par rapport à 379,5 Mds USD en janvier-juin 2022. Dans le même temps, les importations ont enregistré un recul de 5,9 % pour s'établir à 415,5 Mds USD au cours des six premiers mois de cette année, comparativement à 441,7 Mds USD en janvier-juin 2022.

La baisse des exportations de marchandises de 8,1% et la hausse des importations de 8,3% par rapport à janvier-juin 2022 soulignent les défis actuels. Toutefois, la hausse de 17,7% des exportations de services à 166,7 Mds USD et l'augmentation de 3,7% des importations de services à 89,8 Mds USD reflètent la capacité de l'Inde à maintenir une dynamique positive dans certains secteurs clés. Dans un contexte mondial marqué par une atonie de la demande, ces évolutions témoignent de sa capacité à préserver une dynamique robuste.

Nette contraction des exportations de biens en juillet, à 32,25 Mds USD

Les exportations de marchandises ont enregistré une contraction de 15,9 % en glissement annuel, revenant à 32,25 Mds USD, ce qui prolonge la tendance enregistrée depuis six mois. Cette évolution est imputable à l'atonie de la demande mondiale, consécutive aux faibles perspectives de croissance dans les économies avancées, principalement en Europe.

Nette diminution en volume des importations de pétrole russe en juillet

Dans le sillage des importations totales de pétrole effectuées par l'Inde en juillet, en recul de 5,2% à 4,4 millions de barils/jour, les

importations de pétrole russe ont également fléchi de 5,7% à 1,85 million en juillet, diminution ne modifiant cependant pas la part de marché de la Russie, stable à près de 40% du total des importations indiennes de pétrole. A titre de comparaison, les importations en provenance d'Arabie saoudite enregistrent une contraction de 26% à 470.000 b/jour.

La diminution en volume des importations de pétrole s'explique par des effets saisonniers (mousson, maintenance de sites de raffinerie de pétrole, etc.) et devrait se poursuivre au cours des mois d'août et de septembre, avant de donner lieu à une reprise au dernier trimestre de l'exercice civil.

Au cours des quatre mois de la période avril-juillet, il convient de noter que la part de marché de l'OPEP revient à un étiage inobservé depuis 22 ans, soit 40% des importations indiennes de pétrole contre 75% pendant la période précédant le Covid, la Russie faisant désormais jeu égal avec les pays membres de l'OPEP, en raison de la décote relative dont les exportations de pétrole russe font l'objet.

Politique monétaire

La RBI annonce une mesure temporaire d'augmentation du taux des réserves obligatoires sur les dépôts pour maîtriser la liquidité excédentaire

Lors de la réunion du Comité de politique monétaire (MPC) le 10 août, la Banque de Réserve de l'Inde (RBI) a annoncé une nouvelle mesure macro-prudentielle visant à augmenter les réserves obligatoires pour les banques. Cette décision a été prise pour contrôler la liquidité excédentaire dans le système bancaire, compte tenu de facteurs autonomes favorables, liés aux interventions de la Banque centrale à l'achat de dollars, aux dépenses publiques, et à l'augmentation des dépôts bancaires induits par le retour des billets de 2000 roupies dans le circuit bancaire, avant le retrait définitif de cette coupure. Dans ce contexte, les excédents de liquidité atteignaient plus de 2500 Mds INR début août. La RBI a donc annoncé une mesure

temporaire de hausse du taux des réserves obligatoires, en le portant à 10% sur l'assiette des réserves constituée par l'augmentation des dépôts à vue et à terme constitués sur la période comprise entre le 19 mai et le 28 juillet. Cette mesure, appliquée à partir du 12 août, est considérée comme incrémentale, car elle vient en sus du taux des réserves obligatoires de 4,5%, qui demeure inchangé.

Le dispositif, qui oblige donc les banques à maintenir un pourcentage supplémentaire de leurs dépôts en réserves obligatoires auprès de la RBI, devrait se traduire par une normalisation de la liquidité excédentaire au sein du système bancaire. En pratique, celle-ci s'élevait à 600 Mds INR le 18 août.

Le dispositif a entraîné une hausse des taux *overnight* sur le marché interbancaire, qui atteignaient un niveau de 6,85% le mardi 22 août, supérieur au taux de la facilité de prêt marginal de la RBI, fixé à 6,75%.

La mesure, qui devait être rapportée le 8 septembre prochain, pourrait cependant être prolongée, compte tenu de l'éventualité de voir la liquidité excédentaire se maintenir au-delà.

Maldives

La Banque centrale maldivienne (MMA) et le PNUD signent un accord pour le développement du secteur assurantiel aux Maldives

L'accord, signé le 21 août, définit un partenariat entre le PNUD et la MMA pour développer les capacités du secteur de l'assurance aux Maldives. Le projet est formulé sur la base des conclusions d'un diagnostic réalisé par le PNUD en janvier 2023 (Development of Inclusive Insurance and Risk Financing Diagnostic Study) et est aligné sur l'Integrated National Financing Framework des Maldives. Les objectifs de ce projet sont de développer les capacités actuarielles et opérationnelles du secteur des assurances aux Maldives, de vérifier la faisabilité des solutions d'assurance basées sur la nature aux Maldives et d'élaborer les réglementations clés. Il s'inscrit

notamment dans le cadre de la vulnérabilité de l'archipel au changement climatique et de la nécessité de développer des produits d'assurance dédiés.

Les prêts approuvés par la SME Development Finance Corporation atteignent 1,7 Md MVR (111 MUSD).

La SDFC, lancée en 2019, est une entreprise détenue intégralement par l'Etat (dont 5% pour chacun des conseils des villes de Malé, Addu et Fuvahmulah), placée sous l'autorité du Ministère de l'Economie. Elle fournit des prêts jusqu'à 5 MMVR (325 000 USD) à des PME dans cinq secteurs d'activité (tourisme, agriculture, pêches, confection, TIC). La SDFC s'efforce par ailleurs de tenir les entreprises informées des opportunités du marché et d'améliorer leurs connaissances financières. En juin 2023, elle a décaissé des prêts à hauteur de 1,34 Md MVR pour 1 272 bénéficiaires, dont le montant est majoritairement compris entre 500 000 et 1 MMVR (32 500 à 65 000 USD), et a approuvé pour 1,7 Md MVR de prêts au total (111 MUSD). Les prêts accompagnent les PME dans leurs projets d'expansion, d'investissement ou leurs besoins de fonds de roulement.

La Maldives Transport and Contracting Company remporte cinq projets d'infrastructures pour 29,3 MUSD

La MTCC sera en charge de poser de l'asphalte sur 12 km de route et d'établir un système de drainage et d'éclairage public dans le cadre de la deuxième phase du projet de développement routier de la ville de Fuvahmulah (17 MUSD), de gagner des terres sur la mer à Mahibadhoo dans l'atoll d'Alifu Dhaalu (7 ha, 2,8 MUSD), à Maaenboodhoo dans l'atoll de Dhaalu (15 ha, 5,4 MUSD) et à Maavah dans l'atoll de Laamu (15 ha, 2,3 MUSD), ainsi que de construire des structures de protection du littoral (brise-lames de 650 mètres et épi de 90 mètres) à Ukulhas, dans l'atoll d'Alifu Alifu (1,8 MUSD).

Népal

Dans son dernier rapport macroéconomique, la Nepal Rastra Bank (NRB) met en évidence une reprise économique progressive

Le rapport de la Banque centrale fait état d'évolutions relativement positives au cours de l'exercice 2022/23 concernant les indicateurs macroéconomiques extérieurs du pays, notamment s'agissant des flux entrants de transferts de migrants, du montant des réserves de change brutes ou concernant les soldes de la balance des paiements.

En effet, les transferts de migrants ont affiché une croissance remarquable, de 21,2 % à 9,2 Mds USD (1 200 Mds NPR) au cours de l'exercice 2022/23, grâce à l'augmentation de 40% des permis de travail, ayant atteint un niveau de 0,5M lors de l'année écoulée (soit une hausse de 400%). Bien qu'il s'agisse d'une amélioration notable par rapport à la baisse de 4,8 % observée au cours de la période correspondante de l'exercice 2021/22, cette augmentation est largement imputable à un fort effet de base dans un contexte de reprise postpandémie grâce auquel les expatriations redeviennent possibles.

Le compte courant a enregistré un déficit de 522,7 MUSD (69,4 Mds NPR), soit 1,25% du PIB au cours de la période. Il s'agit d'une amélioration substantielle par rapport à l'exercice précédent, durant lequel le déficit était de 4,4 Mds USD, soit 11% du PIB. Cette amélioration est largement imputable à l'allègement du déficit commercial, qui diminue de 15% à 10 M USD au cours de l'exercice, en lien avec la diminution concomitante des exportations et importations, de respectivement de 21% et 16,1%.

De surcroît, en parallèle à la hausse des transferts de migrants, les réserves de change brutes se sont renflouées en enregistrant une progression de 23,1%, qui les a portées à 11,7 Mds USD à la mi-juillet, contre 9,5 Mds USD l'année dernière à la même période. En considérant les données d'importation de l'année budgétaire 2022/23, les réserves de change sont jugées suffisantes pour couvrir les importations de marchandises pendant presque douze mois.

En revanche, la hausse moyenne des prix à la consommation s'est élevée à 7,74 % au cours de l'exercice 2022/23, contre 6,32 % au cours de l'exercice 2021/22 et demeure au-dessus de l'objectif d'inflation de 7 %. Les IDE enregistrent également une détérioration importante, revenant de 140 M USD en 2021/22 à 45 M USD.

Un accord sur la transmission de l'électricité a été trouvé entre le Bangladesh, l'Inde et le Népal

Un accord multipartite entre l'Inde, le Bangladesh et le Népal, sur la transmission d'électricité entre le Népal et le Bangladesh a été conclu, bien que figurant encore au stade préliminaire, avec un premier achat symbolique de 40 MW. Le Bangladesh, à la recherche d'approvisionnement en énergie propre, ambitionne d'importer près de 9 000 MW du Népal d'ici 2040 et envisage d'investir également dans des projets d'énergies renouvelables au Népal.

Suite à la première réunion, déroulée en mai, les officiels ont convenu de poursuivre l'exécution de l'accord avec l'agence d'énergie nationale indienne, NTPC Vidyut Vyapar Nigam, qui se chargera de la transmission de l'électricité, et le Bangladesh Power Development Board, le conseil de développement de l'énergie du Bangladesh. La dernière semaine d'août devrait marquer la phase finale de la signature de l'accord.

La 10^{ème} réunion d'examen de la ligne de crédit (LOC) Inde-Népal s'est tenue à Katmandou

Le Népal et l'Inde ont tenu la 10^{ème} réunion d'examen de la ligne de crédit à Katmandou jeudi 10 août avec les officiels des deux pays.

Pour rappel, le portefeuille mondial de lignes de crédit du gouvernement indien s'élève à plus de 30 Mds USD et est réparti entre plus de 60 pays partenaires. Au Népal, l'Inde s'est engagée à hauteur de 1,6 Md USD avec quatre lignes de crédit – 100 M USD, 250 M USD, 550 M USD et 750 M USD. Ces prêts sont consacrés au développement des infrastructures, selon les priorités du gouvernement népalais. Jusqu'à présent, ils ont financé plus de 40 projets routiers (1 105 km achevés), six projets hydroélectriques

et de lignes de transmission, et plusieurs autres projets de logement et de reconstruction.

Lors de la réunion, les officiels des deux pays ont salué les efforts en matière de coopération dans le cadre du partenariat pour le développement entre l'Inde et le Népal, et ont examiné l'état d'avancement des projets, à différents stades de mise en œuvre à ce jour.

Le gouvernement indien a également accepté l'octroi d'une nouvelle ligne de crédit pour une ligne de transmission Bheri Corridor, Nijgadh-Inaruwa et Gandak-Nepalgunj, ainsi que les sous-stations associées, dans le cadre d'une ligne de crédit indienne, pour un coût estimé à 679,8 M USD.

Pakistan

Composition du gouvernement intérimaire

Suite à la dissolution de l'Assemblée nationale le 9 août 2023, le Premier ministre sortant et le leader de l'opposition se sont entendus pour désigner Anwar ul Haq Kakar (sénateur originaire du Nord du Baloutchistan) au poste de Premier ministre par intérim, qui a officiellement pris ses fonctions le 14 août.

Il sera à la tête d'un gouvernement de transition jusqu'aux élections législatives qui doivent se tenir en principe 90 jours après la fin de la précédente législature, mais qui pourraient être reportées au 1^{er} trimestre 2024 en raison de changements dans la délimitation des circonscriptions par la commission électorale.

Le gouvernement de transition a officiellement pris ses fonctions le 17 août. Il se compose de 24 membres (seize ministres, trois conseillers et cinq assistants spéciaux ayant rang ministériel), soit un format plus resserré que le précédent gouvernement de Shehbaz Sharif et présente une diversité de profils (technocrates, représentants du secteur privé et de l'armée).

Mme Shamshad Akhtar, ministre des Finances, du Budget, des Affaires économiques et des privatisations.

Economiste, spécialisée en économie du développement, elle a auparavant occupé les fonctions de gouverneur de la Banque centrale entre 2006 et 2009, étant la première femme à accéder à ce poste au Pakistan. Elle a également exercé des fonctions au sein des institutions financières internationales (conseillère du président de la Banque Asiatique de développement, vice-présidente de la Banque mondiale pour la région MENA, avant de devenir la Secrétaire générale adjointe des Nations unies puis Secrétaire exécutive du CESAP, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique). Shamshad Akhtar avait déjà occupé les fonctions de ministre des Finances du gouvernement intérimaire qui a précédé les élections en 2018.

Waqar Masood est nommé conseiller spécial en charge des Finances, avec rang de State Minister.

Il a occupé les fonctions de Secretary Finance à plusieurs reprises (2008-2009, 2010-2012, 2013-2017 sous le gouvernement de Nawaz Sharif), avant de devenir conseiller spécial du Premier ministre pour les Finances et le budget sous le gouvernement Imran Khan (octobre 2020-août 2021).

Muhammad Ali est nommé Ministre du pétrole et de l'énergie.

Après avoir démarré sa carrière à Citi Bank, il devient CEO puis vice-président d'Indosuez W.I. Carr Securities Pakistan avant de développer ses activités dans les secteurs de l'immobilier, de la finance, du capital-risque. Il occupe ensuite les fonctions de président de la Commission pakistanaise des opérations de bourse (Securities and Exchange Commission of Pakistan - SECP) entre décembre 2010 et avril 2013, puis retourne au secteur privé en créant la holding MAGM dont il est le CEO. Dans le secteur de l'énergie, il a participé à plusieurs commissions mises en place par le gouvernement PTI pour l'audit du secteur énergétique, la résolution de la dette circulaire. Il a également conduit les négociations pour la

révision des tarifs avec les producteurs d'énergie privés (IPP).

Gohar Ejaz, nommé ministre du commerce et de l'industrie.

Gohar Ejaz est une figure de l'industrie textile pakistanaise, il est notamment le président de la puissante organisation APTMA, All Pakistan Textile Mills Association, qui regroupe les entreprises du secteur textile, et le directeur général de « Ejaz Group of Companies ».

Muhammad Sami Saeed, nommé ministre du plan, du développement.

Fonctionnaire, ayant occupé des fonctions aux ministères des Finances et de la planification (Secretary National Finance Commission, Additional Secretary Internal Finance and Banking, Joint Secretary Provincial Finance et développement, Deputy secretary External Finance). Il a également occupé les fonctions de directeur exécutif de la Banque Asiatique de Développement, représentant le Pakistan et d'autres pays d'Asie centrale et d'Asie du Sud-Est au conseil d'administration de la BAsD.

Shahid Ashraf Tarar, nommé ministre en charge des Communications, des affaires maritimes et du transport ferroviaire.

Auparavant Président de la commission fédérale du service public, il a occupé des fonctions dans la fonction publique pakistanaise – il est fonctionnaire de rang 22 du Pakistan Administrative Service, le plus haut grade de l'administration pakistanaise – il était notamment président de l'autorité en charge des autoroutes (National Highway Authority – NHA) lors de la réalisation de grands projets autoroutiers dans le cadre du corridor sino-pakistanaise (CPEC). Il a également été directeur exécutif au sein de la Banque mondiale où il était en charge des ressources humaines pour l'ensemble du groupe Banque mondiale. Il a le grade de capitaine (en retraite).

Farhat Hussain, nommé conseiller du Premier ministre en charge de l'aviation, avec rang de ministre fédéral. Air Marshal (en retraite), il a

réalisé l'essentiel de sa carrière d'officier d'active dans l'armée de l'air pakistanaise. Il a également été président de la base de Kamra (PACB – Pakistan Aeronautical Complex Board) et occupé les fonctions d'attaché de l'armée de l'air à l'Ambassade du Pakistan à New-Delhi. Depuis sa retraite de l'armée de l'air, Farhat Hussain a développé l'entreprise Scaled Aviation Pvt Ltd, premier constructeur aéronautique pakistanaise.

Ahmed Irfan Aslam, nommé ministre de la justice, du changement climatique et des ressources en eau. Conseillers spéciaux du Premier ministre :

Jawad Sohrab Malik nommé conseiller spécial du Premier ministre pour les Pakistanais de l'étranger.

Le Vice-amiral (en retraite) Iftikhar Rao, nommé conseiller spécial du Premier ministre pour les affaires maritimes.

Wasih Shah, nommé conseiller spécial du Premier ministre pour le tourisme.

Syeda Arifa Zehra, nommée conseillère spéciale du Premier ministre pour l'éducation et la formation professionnelle.

Priorités du gouvernement de transition sur le plan économique

A l'occasion d'un briefing sur la situation économique du pays, le Premier ministre par intérim Anwar ul Haq Kakar a précisé la politique économique du gouvernement de transition pour les mois à venir, déclarant qu'il était déterminé à poursuivre la politique économique menée par le gouvernement précédent, en particulier la réforme du secteur de l'énergie et la résolution de la dette circulaire, et sur le plan des finances publiques, l'augmentation des recettes fiscales en élargissant la base fiscale.

Dans la continuité du plan militaro-civil pour attirer les investissements étrangers en provenance des pays du Golfe dans les secteurs minier, de l'agriculture et des infrastructures mis en place par le précédent Premier ministre Shehbaz Sharif avec le concours du Chief of Army Staff (COAS), Anwar ul Haq Kakar a déclaré que l'augmentation des flux d'IDE via le Conseil spécial de facilitation des investissements (SIFC) resterait l'une des principales priorités du

gouvernement. Le SIFC a déjà approuvé une liste de 28 projets et a également pris la décision de diluer les participations du Pakistan et de Barrick Gold dans le projet Reko Diq au profit de l'Arabie saoudite.

Le Premier ministre par intérim s'est aussi engagé à mettre en œuvre le programme en cours du Fonds monétaire international. Pour mémoire, le Fonds a approuvé le 12 juillet dernier un accord de confirmation (stand-by arrangement) pour un montant de 3 Mds USD et une durée de neuf mois.

Baisse des réserves de change brutes de la Banque centrale en août

Les réserves de change brutes de la Banque centrale (SPB) s'élèvent à 8 Mds USD au 11 août, dernières statistiques publiées par la SBP, contre 8,7 Mds USD fin juillet. L'accord intermédiaire avec le FMI et le Pakistan (Stand-By Arrangement, SBA) a permis au FMI de verser un prêt de 1,2 Md USD auprès de la SPB et a servi d'effet de levier pour les prêts de l'Arabie saoudite (2 Mds USD) et les Emirats arabes unis (1 Md USD). Par ailleurs, la Chine a effectué un nouveau prêt de 650 MUSD et l'Eximbank a reporté de deux ans le remboursement de 1,2 Md USD.

Dégradation du compte courant en juillet qui enregistre un déficit de 809 M USD

Le Pakistan enregistre un déficit courant en juillet de 809 M USD, d'après les données publiées par la Banque centrale, après avoir enregistré quatre mois d'excédents entre mars et juin 2023 et un déficit de 2,56 Mds USD sur l'exercice budgétaire 2022-2023.

Ce résultat s'explique notamment par une détérioration de la balance commerciale, consécutive à une baisse des exportations et une reprise des importations en raison de la levée des restrictions imposée par le FMI dans le cadre du nouveau programme, et une baisse des transferts de travailleurs expatriés en juillet (19,3% en g.a.). On notera une progression des investissements étrangers, avec une augmentation de 19% des flux entrants d'IDE en juillet en g.a. (148 M USD), la Chine restant le premier investisseur étranger, devant Hong Kong et les Pays-Bas.

Echanges commerciaux – baisse des exportations pakistanaises en juillet de 8% en g.a.

En juillet, les exportations de biens en provenance du Pakistan se sont élevées à 2 Mds USD, soit une baisse de 12% par rapport au mois de juin et de 8% en g.a d'après le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS). Dans le secteur textile, les exportations ont baissé de 11% en g.a pour s'élever à 1,3 Md USD. Les exportations de riz sont en baisse de 16% en g.a et s'établissent à 117 M USD. Les exportations de produits agroalimentaires ont diminué de 8% en g.a pour s'établir à 330 M USD.

Baisse des exportations vers l'UE au cours de l'exercice budgétaire 2022-2023

Les exportations du Pakistan vers l'Union européenne (UE) ont chuté de plus de 4,41 % au cours de l'exercice budgétaire 2022-2023, en raison d'une baisse de la demande de produits pakistanais en Allemagne et aux Pays-Bas et malgré l'existence d'un cadre favorable aux exportations pakistanaises qui bénéficient du système de préférences généralisées (SPG+). Les exportations vers les 27 pays membres de l'UE se sont élevées à 8 Mds USD, contre 8,6 Mds USD au cours de l'exercice précédent, selon les données compilées par la Banque centrale.

L'indice des prix à la consommation enregistre une légère baisse en juillet (28,31% en g.a.)

D'après les données du Bureau des statistiques du Pakistan, l'inflation s'élèverait en juillet à 28,31% en g.a., mais pourrait repartir à la hausse en août en raison de la récente augmentation des prix de l'essence décidée par le gouvernement de transition – augmentation de 17,5 PKR/L pour l'essence et de 20 PKR/L pour le diesel entrée en vigueur le 16 août, qui intervient après une augmentation de 19 PKR/L décidée par le gouvernement sortant et entrée en vigueur début août, et l'ajustement à la hausse des prix de l'électricité. A l'occasion du dernier Comité de politique monétaire, la Banque centrale a décidé de maintenir inchangé son taux directeur à 22%.

Dégradation du taux de change de la roupie pakistanaise par rapport au dollar

Au 24 août, la roupie pakistanaise a franchi un nouveau palier historique pour s'établir à 300 PKR pour 1 USD. Cette dégradation du taux de change s'explique en partie par la pression sur la roupie pakistanaise en raison de la forte demande de dollars, suite au retrait des restrictions à l'importation mises en place par le précédent gouvernement de coalition pour préserver les réserves de change. D'après une récente étude de la Bank of America, la roupie pakistanaise pourrait continuer de se déprécier au cours des prochains mois pour atteindre 340 PKR pour 1 USD.

Sri Lanka

Livraison par Colombo Dockyard du navire câblé Sophie Germain à Orange Marine

La cérémonie de livraison du bateau de pose et réparation de câbles sous-marins Sophie Germain s'est tenue le vendredi 28 juillet dans le port de Colombo, en présence des ambassadeurs de France et du Japon à Sri Lanka, MM. Jean-François Pactet et Hideaki Mizukoshi. Le Sophie Germain, dont la construction a débuté en 2020, est le deuxième navire câblé construit par Colombo Dockyard, co-entreprise détenue à 49% par le chantier naval japonais Onimichi Dockyard, et le premier pour un client européen. Le bateau présente des caractéristiques techniques qui lui permettront de réduire significativement ses émissions de dioxyde de carbone et d'azote. Le Sophie Germain remplace dans la flotte de 6 navires câblés d'Orange Marine le Raymond Croze, dont la carrière touche à sa fin, et permet à l'entreprise française de conserver sa place parmi les principaux acteurs mondiaux du secteur de la pose et de la réparation de câbles sous-marins, avec une part de marché de 15%.

Visite du Président français Emmanuel Macron à Sri Lanka

Le Président Emmanuel Macron s'est entretenu avec Ranil Wickremesinghe, Président du Sri

Lanka, à Colombo le vendredi 28 juillet 2023. Il s'agissait d'une visite historique, la première d'un président français au Sri Lanka, alors que les deux pays fêtent l'anniversaire des 75 ans de leur relation bilatérale. Le président de la République a eu l'occasion de saluer l'action du Président Sri lankais, notamment pour ce qui est du redressement de l'économie du pays et du maintien d'un État de droit, respectueux de la diversité de communautés présentes sur le territoire sri lankais. Les deux présidents ont abordé les projets de coopération bilatérale en cours, notamment dans le secteur de l'eau et de l'électricité, et l'importance d'approfondir et d'élargir à d'autres secteurs cette coopération. Le Président français a salué l'engagement constant du Sri Lanka en faveur de la transition écologique, malgré la crise que connaît le pays, et la présence remarquable du Président Wickremesinghe au Sommet pour un nouveau pacte financier en juin dernier à Paris, dont l'objet était d'affirmer qu'aucun pays ne devait avoir à choisir entre la lutte contre la pauvreté et la préservation de la planète. À cette fin, le président de la République a invité Sri Lanka à rejoindre le Pacte de Paris pour les peuples et la planète pour continuer à porter les efforts entrepris pendant le Sommet.

Assouplissement significatif des restrictions aux importations

Le gouvernement a décidé de lever l'interdiction (temporary suspension, TS) portant sur l'importation de 328 codes HS fin juillet, portant la liste des codes HS encore soumis à une TS à 600. Outre les interdictions, les quotas d'importation (50% de la valeur CIF moyenne annuelle sur les cinq dernières années) portant jusqu' alors sur certains produits d'hygiène et cosmétiques sont aussi pour l'essentiel levés. Mi-août, le Président sri lankais a par ailleurs annoncé une première mesure d'assouplissement dans le secteur automobile, soumis depuis plus de trois ans à une interdiction d'importation de véhicules ne souffrant presque aucune exception : la levée des interdictions d'importation de certains véhicules de transport publics (bus d'occasion), camions de transport de biens et engins de chantier et manutention.

Parmi les produits encore concernés par une interdiction d'importation, la moitié concerne le secteur automobile. L'essentiel réside ensuite dans les vêtements. On y retrouve également, entre autres, quelques produits alimentaires qui connaissent des équivalents locaux, des préparations capillaires, savons et nettoyants de surfaces, emballages, quelques matériaux, machines et produits de construction, fournitures et décorations, et divers équipements domestiques (réfrigérateurs, machines à laver, climatiseurs, alarmes), ainsi que certains bateaux.

La liste des produits dont l'importation est encore soumise à une TS, mesure prise par les autorités pour lutter contre les sorties de devises, s'est ainsi significativement réduite, après avoir culminé mi-2022 à près de 1400 codes HS. Les autorités répondent ainsi à un des objectifs du programme FMI, alors que le pays parvient peu à peu à reconstituer ses réserves officielles (3,8 Mds USD fin juillet). Le secrétaire d'Etat aux Finances a évoqué la possible levée des interdictions sur 300 produits supplémentaires dès septembre, auquel cas la liste des TS n'inclurait peu ou prou que le secteur automobile.

La Banque centrale juge la contribution des banques à la transmission de la politique monétaire encore insuffisante

Après plusieurs baisses de ses principaux taux directeurs (250 pdb en juin, 200 pdb en juillet), et l'annonce des modalités de restructuration de la dette domestique, la Banque centrale sri lankaise (CBSL) a décidé de réduire le taux minimum de réserves obligatoires par les banques commerciales et agréées (Statutory Reserve Ratio) de 4,00% à 2,00% des dépôts le 8 août, afin d'accroître la liquidité en roupies sur les marchés financiers et diminuer le coût de financement des banques. Lors de sa revue de politique monétaire le 24, elle a par ailleurs décidé de maintenir les deux principaux taux directeurs, le Standard Deposit Facility Rate (SDFR) et le Standard Lending Facility Rate (SDFR) à 11,00% et 12,00% respectivement, face à l'ajustement à la baisse des taux de marché ainsi qu'à la chute rapide de l'inflation (à 6,3% fin juillet). La CBSL

souligne néanmoins encore l'insuffisance de l'utilisation du canal du crédit par les banques dans la transmission de la politique monétaire, les taux de prêt ayant diminué insuffisamment en regard de la baisse parallèle des taux de rémunération des dépôts, et a adopté de premières mesures administratives pour contrôler des taux qu'elle juge encore particulièrement excessifs : plafonnement des taux d'intérêt pour les prêts sur gages à 18,00% par an, pour les découverts temporaires pré-établis à 23,00% par an, pour les avances de fonds obtenus par carte de crédit à 28,00% par an. Les taux d'intérêt de pénalité appliqués en cas de retard de paiements sont plafonnés à 2,00% au-dessus des taux d'intérêt appliqués normalement aux facilités de crédit concernées.

Projet d'investissement de 152 MUSD dans les ENR

Le groupe sri lankais WindForce, premier développeur privé local de centrales ENR (245 MW installés après le rattachement début août au réseau électrique d'une centrale éolienne de 15 MW à Mannar, la Hiruras Wind Power Plant), a remporté au sein d'un consortium avec les entreprises sri lankaise Lakdhanavi et singapourienne The Blue Circle, un appel à projets pour l'établissement d'une ferme solaire de 100 MW à Siyambaladuwa, dans le district de Monaragala, au sud-est du pays. Le projet adopte une approche holistique novatrice à Sri Lanka : il comprend ainsi en sus de la centrale un système de stockage d'énergie par batterie (BESS) de 12 MWh, qui sera la première démonstration de cette technologie dans le pays, une sous-station électrique et une ligne de transmission de 27km. The Blue Circle détiendra une part de 40% dans le projet et WindForce et Lakdhanavi 30% chacun ; le montant du projet, estimé à 152 MUSD, serait à 70% financé par de la dette. Le contrat d'achat d'électricité (PPA) conclu entre CEB et le consortium devrait être signé d'ici fin octobre. Il prévoit que les tarifs de rachat, en roupies, soient indexés sur le dollar. Le projet devrait être achevé d'ici fin 2025.

Malgré des recettes publiques insuffisantes, Sri Lanka dégage un excédent primaire au S1 2023

D'après les estimations de la Banque centrale, les recettes publiques au S1 2023 atteignent 1312 Mds LKR (+43,2% en g.a.) dont 1199 Mds LKR pour les recettes fiscales (+50,1% en g.a.). Les dépenses atteignent 2559 Mds LKR (+40,5% en g.a.), tirées par les dépenses courantes (90,9% du total) qui progressent de 48,0% en g.a. tandis que les dépenses d'investissement sont en recul (-6,6% en g.a.). Le solde primaire atteint 31 Mds LKR, contre -245 Mds LKR à la même période en 2022. Le solde public atteint -1243 Mds LKR contre -903 Mds LKR au S1 2022.

Si Sri Lanka échoue à remplir l'objectif indicatif fixé par le FMI pour les recettes fiscales au S1 2023 (1300 Mds LKR), le strict contrôle des dépenses, notamment d'investissement, permet au pays de dépasser significativement le critère de performance quantitatif fixé pour le solde primaire au S1 (-113 Mds LKR) et de rester dans le cadre de celui fixé pour l'année 2023 (solde primaire à -0,7% du PIB). Dans la mesure où elles estiment que tous les autres objectifs fixés par le programme FMI ont été remplis au S1, les autorités sont ainsi confiantes quant à l'issue de la revue du programme prévue du 14 au 27 septembre 2023 et le déblocage subséquent d'une deuxième tranche de financement de près de 330 MUSD.

L'Inland Revenue Department a néanmoins souligné les difficultés auxquelles il fait face qui justifient notamment l'insuffisance de la collecte fiscale, en sus de la chute des recettes douanières liées aux restrictions d'importations, au rang desquelles un manque de moyens humains, d'infrastructures et de financements pour ouvrir de nouveaux dossiers fiscaux et informer le public sur la collecte d'impôts, et l'excès de travail auquel fait face son personnel. Le Secrétaire du Ministère des Finances, dans le cadre de la préparation des estimations de dépenses pour le budget 2024, a reconnu l'insuffisance de la collecte dans une circulaire issue le 4 août, et ainsi recommandé aux administrations publiques de poursuivre un contrôle strict des dépenses en 2024. Cette circulaire préconise ainsi de ne pas entamer de nouveaux projets de développement et de ne

pas effectuer de recrutements de fonctionnaires en 2024, et annonce l'établissement de dix Public Expenditure Review Committees chargés d'examiner les dépenses de dix ministères et de délivrer des recommandations selon une approche budget base zéro.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international